

le ton monte entre les deux pays

Pas de désescalade entre la Turquie et les États-Unis



Steven Mnuchin, secrétaire américain au Trésor. ©D. R. -- Ruhsar Pekcan, ministre turque du Commerce. ©D.

R.

Le ton est encore monté, jeudi et hier, entre Washington et Ankara avec des menaces de part et d'autre de durcir les sanctions.

Réagissant aux déclarations du secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, qui avait affirmé, jeudi, que les États-Unis imposeraient de nouvelles sanctions à la Turquie si le pasteur américain détenu dans ce pays n'était pas libéré, la ministre turque du Commerce a répondu, hier, qu'Ankara répliquera à toutes nouvelles mesures de Washington à son encontre. "Nous avons répliqué (aux sanctions américaines) en accord avec les règles de l'OMC et nous continuerons de le faire", a déclaré, hier, la ministre turque, Ruhsar Pekcan, citée par l'agence de presse Anadolu. Ainsi, la crise diplomatique entre les deux alliés de l'OTAN ne montre aucun signe d'apaisement, bien au contraire l'escalade se poursuit. Face à ces développements, la livre turque, qui a pourtant repris des couleurs cette semaine après une spectaculaire débâcle, piquait à nouveau du nez, hier, en perdant près de 5% sur la séance face au dollar, effaçant ses gains de la veille et tombant à 6,1246 pour un billet vert. Pendant ce temps, Ankara refuse de libérer le pasteur américain Brunson, qui est au cœur de la tempête diplomatique entre les deux pays. Placé le mois dernier en résidence surveillée après plus d'un an et demi d'incarcération, il est accusé par la Turquie d'espionnage et d'activités "terroristes". Un tribunal turc a rejeté, mercredi, la levée de l'assignation à résidence de M. Brunson, mais son avocat a indiqué à l'agence AFP

qu'une autre cour de plus haute instance devait encore se prononcer. Face à cette position turque, le président Donald Trump a estimé, jeudi soir, sur son compte twitter que "la Turquie a profité des États-Unis pendant beaucoup d'années". "Ils retiennent notre merveilleux pasteur chrétien, à qui je dois maintenant demander de représenter notre pays en tant qu'otage patriote", a-t-il également écrit avant d'ajouter : "Nous ne paierons rien pour la libération d'un homme innocent". Pendant ce temps, le ministre turc des Finances Berat Albayrak, par ailleurs gendre du président Recep Tayyip Erdogan, s'était efforcé, jeudi, de rassurer les marchés, au cours d'une téléconférence inédite avec plusieurs milliers d'investisseurs. Il a assuré que "son pays émergerait encore plus fort de la crise de la livre, dont la valeur a fondu d'environ 40% par rapport au dollar cette année". Il a aussi indiqué que son pays n'était pas en contact avec le Fonds monétaire international pour un éventuel plan d'aide et qu'Ankara n'aurait pas recours au contrôle des capitaux. Ceci étant, les économistes restent préoccupés par la dispute entre Ankara et Washington, mais aussi par la mainmise de Recep Tayyip Erdogan sur l'économie. Les marchés ont sévèrement sanctionné le refus de la Banque centrale de relever ses taux d'intérêt le mois dernier, en dépit de la chute de la monnaie nationale et d'une inflation galopante. Partisan de la croissance à tout prix, le président turc s'y oppose fermement. Dans la tourmente financière, la Turquie a néanmoins reçu un soutien de poids, mercredi, avec la promesse du Qatar d'investir 15 milliards de dollars dans ce pays.

Merzak Tigrine